

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/40432]

**17 JANVIER 2019. — Arrêté 2018/221 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française et l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

VU la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 29 janvier 2018 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 18 octobre 2018 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 8 janvier 2019 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent décret sur la situation des personnes handicapées du 8 janvier 2019 ;

Vu le protocole n° 2018/13 du 24 septembre 2018 du Comité de secteur XV ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours introduite auprès du Conseil d'Etat le 21 novembre 2018 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion d'un cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC », approuvé par le décret de la commission communautaire française du 15 juillet 2015 » ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Des modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

**Art. 2.** L'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 est complété par la disposition suivante : « - certification professionnelle : certification constituée d'un ensemble cohérent et significatif d'acquis d'apprentissage visant la poursuite de formation, l'insertion ou le maintien sur le marché de l'emploi ou la spécialisation professionnelle telle que définie par l'accord de coopération conclu le 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la création et la gestion d'un cadre francophone des certifications, en abrégé « CFC », approuvé par le décret de la commission communautaire française du 15 juillet 2015 ».

**Art. 3.** Dans l'article 6, alinéa 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 :

- le segment de phrase suivant « niveau 2 + : enseignement supérieur de type court » est complété par les mots suivants : « ou certification professionnelle ».

- le segment de phrase « - niveau 2 : enseignement secondaire supérieur » est complété par les mots suivants : « ou certification professionnelle ou carte d'accès ».

**Art. 4.** A l'article 17 du même arrêté remplacé par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 avril 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le 5° est complété comme suit : « ou être porteur d'une certification professionnelle en rapport avec la fonction pour laquelle la sélection est organisée, selon la liste reprise à l'annexe III de l'arrêté relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel ou être porteur d'une carte d'accès ».

2° dans le paragraphe 3, alinéa 2, les mots « ou d'une certification professionnelle » sont insérés entre les mots « exigé » et « ou qui ne peuvent produire ces documents ».

3° dans le paragraphe 3, alinéa 2, la 1<sup>ère</sup> phrase est complétée par les mots : « ou certification professionnelle ».

**Art. 5.** Dans l'article 20, alinéa 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 avril 2012, les mots « ou certifications professionnelles ou carte d'accès » sont insérés entre les mots « certificats d'études » et « et le cas échéant ».

**Art. 6.** Dans l'article 23, alinéa 2, 2° du même arrêté modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 19 avril 2012, les mots « ou les certifications professionnelles ou la carte d'accès » sont insérés entre les mots « les diplômes » et « qui donnent accès à la fonction pour laquelle un concours de recrutement est organisé ».

**CHAPITRE II.** — *Des modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

**Art. 7.** Dans l'article 28, § 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, l'alinéa 2 est complété par les mots « ou les titulaires d'une certification professionnelle ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 35/1 rédigé comme suit : « Art. 35/1. L'annexe III du présent arrêté établit la liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 20 (assistant technique et assistant administratif) du niveau 2 au sein des services du Collège de la Commission communautaire française et la liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 26 (gradué technique et gradué administratif) du niveau 2+ au sein des services du Collège de la Commission communautaire française ».

**Art. 9.** Dans l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, dans la colonne des conditions particulières relatives au rang 26 « gradué administratif », les mots « pour le recrutement, diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement (article 28) » sont complétés par les mots suivants : « ou certification professionnelle reprise à l'annexe III en rapport avec la qualification à déterminer lors du recrutement »

**Art. 10.** Dans l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, dans la colonne des conditions particulières relatives au rang 26 « gradué technique », les mots « - pour le recrutement, diplôme correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement (article 28) » sont complétés par les mots suivants : « ou certification professionnelle reprise à l'annexe III en rapport avec la qualification à déterminer lors du recrutement ».

**Art. 11.** Dans l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, dans la colonne des conditions particulières relatives au rang 20 « assistant administratif », les mots « pour le recrutement, certificat d'études secondaires supérieures » sont complétés par les mots suivants : « ou certification professionnelle reprise à l'annexe III ou carte d'accès ».

**Art. 12.** Dans l'annexe II du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 septembre 2017, dans la colonne des conditions particulières relatives au rang 20 « assistant technique », les mots « - pour le recrutement, certificat d'études secondaires supérieures correspondant à la qualification à déterminer lors du recrutement » sont complétés par les mots suivants : « ou certification professionnelle reprise à l'annexe III et en rapport avec la qualification à déterminer lors du recrutement ou carte d'accès ».

**Art. 13.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe III rédigée comme suit :

« Annexe III

Liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 20 (assistant technique et assistant administratif) du niveau 2 au sein des services du Collège de la Commission communautaire française

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME
4. Certificat de Connaissances de Gestion de base délivré par l'IFAPME ou le SFPME
5. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, l'IFAPME, Le Forem ou le SFPME)
6. Titre de Compétence délivré par le Consortium de Validation des Compétences

Liste des certifications professionnelles prises en considération pour l'admission au rang 26 (gradué technique et gradué administratif) du niveau 2+ au sein des services du Collège de la Commission communautaire française

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum
2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS
3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS
4. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, l'IFAPME, le FOREM ou le SFPME) de Niveau 5 CFC/CEC minimum
5. Titre de compétence délivré par le Consortium de validation des compétences de Niveau 5 CFC/CEC minimum

**Art. 14.** Le Membre du Collège ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 17 janvier 2019.

Par le Collège :

La présidente du Collège, chargée du Budget,  
F. LAANAN

Le membre du Collège chargé de la Fonction publique,  
C. JODOGNE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/40432]

17 JANUARI 2019. — Besluit 2018/221 van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 met betrekking tot de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

GELET OP de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 79 § 1;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 met betrekking tot de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën gegeven op 29 januari 2018;

Gelet op het akkoord van het Collegelid belast met de Begroting gegeven op 18 oktober 2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectievelijke situatie van vrouwen en mannen van 8 januari 2019 ;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van andersvaliden van 8 januari 2019 ;

Gelet op het protocol nr. 2018/13 van 24 september 2018 van het Comité van sector XV;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen die op 21 november 2018 bij de Raad van State is ingediend met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen deze termijn is meegedeeld;

Gelet op artikel 84 § 4, tweede lid van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;

Overwegende het samenwerkingsakkoord afgesloten op 26 februari 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot de oprichting en het beheer van een Franstalig kader van certificaten, afgekort tot "CFC" goedgekeurd door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015";

Op voorstel van het Lid van het College belast met het Openbaar ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een materie beoogd in artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

**HOOFDSTUK I.** — *Over de wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

**Art. 2.** Artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 wordt aangevuld door de volgende bepaling: « - professionele certificering: certificering die bestaat uit een coherent en significant geheel van verworven leerinhouden die de verderzetting van de opleiding, de inschakeling of het behoud op de arbeidsmarkt of de professionele specialisering beoogt zoals bepaald door het samenwerkingsakkoord dat op 26 februari 2015 werd afgesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot de oprichting en het beheer van een Franstalig kader van certificaten, afgekort tot "CFC" goedgekeurd door het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 juli 2015".

**Art. 3.** In artikel 6, tweede lid van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999:

- wordt het volgende zinsdeel "niveau 2+ : hoger onderwijs van het korte type" aangevuld met de volgende woorden: " of professionele certificering ".

- wordt het volgende zinsdeel "- niveau 2 : secondair hoger onderwijs" aangevuld met de volgende woorden: " of professionele certificering of toegangkaart".

**Art. 4.** Aan artikel 17 van hetzelfde besluit vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 april 2012 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt 5° als volgt aangevuld: " of houder zijn van een professionele certificering die te maken heeft met de functie waarvoor de selectie georganiseerd wordt, volgens de lijst van bijlage III van het besluit met betrekking tot de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement of houder zijn van een toegangkaart".

2° in paragraaf 3, tweede lid, worden de woorden "of een professionele certificering" gevoegd tussen de woorden "vereist" en "of die deze documenten niet kunnen voorleggen".

3° in paragraaf 3, tweede lid, wordt de 1e zin vervolledigd door de woorden: " of professionele certificering ".

**Art. 5.** In artikel 20, derde lid van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 april 2012, worden de woorden "of professionele certificeringen of toegangkaart" gevoegd tussen de woorden "studiecertificaat" en "in voorkomend geval".

**Art. 6.** In artikel 23, tweede lid, 2° van hetzelfde besluit, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 april 2012, worden de woorden "of de professionele certificeringen of de toegangkaart" gevoegd tussen de woorden "de diploma's" en "die toegang geven tot de functie waarvoor er een aanwervingsexamen georganiseerd wordt".

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 met betrekking tot de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

**Art. 7.** In artikel 28, § 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 houdende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "of de houders van een professionele certificering".

**Art. 8.** In hetzelfde besluit wordt er een artikel 35/1 gevoegd dat luidt als volgt: « Art. 35/1. De bijlage III van dit besluit legt de lijst vast van de professionele certificeringen die in aanmerking genomen worden voor toelating tot rang 20 (technisch assistent en administratief assistent) van niveau 2 binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en de lijst van de professionele certificeringen die in aanmerking genomen worden voor toelating tot rang 26 (technisch gegradueerde en administratief gegradueerde) van niveau 2+ binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie".

**Art. 9.** In bijlage II van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, in de kolom van de bijzondere voorwaarden met betrekking tot rang 26 “administratief gegradueerde” worden de woorden “voor de rekrutering, diploma dat overeenkomt met de kwalificatie die bij de rekrutering (artikel 28) bepaald zal worden, aangevuld met de volgende woorden: “of professionele certificering vermeld in bijlage III in relatie met de tijdens de rekrutering te bepalen kwalificatie”.

**Art. 10.** In bijlage II van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, in de kolom van de bijzondere voorwaarden met betrekking tot rang 26 “technisch gegradueerde” worden de woorden “- voor de rekrutering, diploma dat overeenkomt met de kwalificatie die bij de rekrutering (artikel 28) bepaald zal worden, aangevuld met de volgende woorden: “of professionele certificering vermeld in bijlage III in relatie met de tijdens de rekrutering te bepalen kwalificatie”.

**Art. 11.** In bijlage II van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, in de kolom van de bijzondere voorwaarden met betrekking tot rang 20 “administratief assistent” worden de woorden “voor de rekrutering, certificering van hogere middelbare studies, aangevuld met de volgende woorden: “ of professionele certificering vermeld in bijlage III of toegangkaart”.

**Art. 12.** In bijlage II van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 september 2017, in de kolom van de bijzondere voorwaarden met betrekking tot rang 20 “technisch assistent” worden de woorden “- voor de rekrutering, certificaat van hogere middelbare studies dat overeenkomt met de kwalificatie die bij de rekrutering bepaald zal worden, aangevuld met de volgende woorden: “of professionele certificering vermeld in bijlage III en in relatie met de tijdens de rekrutering te bepalen kwalificatie of toegangkaart”.

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt er een bijlage III ingevoegd die luidt als volgt:

“Bijlage III

Lijst van de professionele getuigschriften waarmee rekening gehouden wordt voor de toelating tot rang 20 (technisch assistent en administratief assistent) van niveau 2 binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME (Bewijs van volbrachte leertijd afgeleverd door IFAPME of SFPME)

2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME (Diploma van bedrijfsleider afgeleverd door IFAPME of SFPME)

3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME (Diploma coördinatie en omkadering afgeleverd door IFAPME of SFPME)

4. Certificat de Connaissances de Gestion de base délivré par l'IFAPME ou le SFPME (Certificaat Basiskennis bedrijfsbeheer afgeleverd door IFAPME of SFPME)

5. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, l'IFAPME, Le Forem ou le SFPME) [Certificaat van verworven competenties in opleiding (Cecaf) afgeleverd door een openbare opleidingsoperator (Bruxelles Formation, IFAPME, Forem of SFPME)]

6. Bekwaamheidsbewijs afgeleverd door een Consortium voor de validering van bekwaamheden

Lijst van de professionele getuigschriften waarmee rekening gehouden wordt voor de toelating tot rang 26 (technisch gegradueerde en administratief gegradueerde) van niveau 2+ binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie

1. Certificat d'apprentissage délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum (Bewijs van volbrachte leertijd afgeleverd door IFAPME of SFPME minstens van niveau 5 CFC/CEC)

2. Diplôme de chef d'entreprise délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS (Diploma van bedrijfsleider afgeleverd door IFAPME of SFPME minstens van niveau 5 CFC/CEC of waarvan de toegangsvoorwaarde het getuigschrift van hoger secundair onderwijs is)

3. Diplôme de coordination et d'encadrement délivré par l'IFAPME ou le SFPME de Niveau 5 CFC/CEC minimum ou dont la condition d'accès est le CESS (Diploma coördinatie en omkadering afgeleverd door IFAPME of SFPME minstens van niveau 5 CFC/CEC of waarvan de toegangsvoorwaarde het getuigschrift van hoger secundair onderwijs is)

4. Certificat de compétences acquises en formation (CeCaf) délivré par un opérateur public de formation (Bruxelles Formation, l'IFAPME, Le Forem ou le SFPME) de Niveau 5 CFC/CEC minimum [Certificaat van verworven competenties in opleiding (Cecaf) afgeleverd door een openbare opleidingsoperator (Bruxelles Formation, IFAPME, Forem of SFPME) minstens van niveau 5 CFC/CEC]

5. Bekwaamheidsbewijs afgeleverd door een Consortium voor de validering van bekwaamheden minstens van niveau 5 CFC/CEC

**Art. 14.** Het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 17 januari 2019.

Voor het College :

De Voorzitter van het College, belast met de Begroting,  
F. LAANAN

Het lid van het College belast met het Openbaar ambt,  
C. JODOGNE